



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats et des Approvisionnements

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Procédure n° 2024-CHC-215

**Maintenances préventives et correctives des équipements de
blanchisserie du CH du Chinonais**

Période :

Période : du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

Reconductible 3 fois 1 an

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 1/18
------	---------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	5
Article 1. représentant du pouvoir adjudicateur	5
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	6
Article 2. Objet du marché	6
Article 3. Description du marché	6
3.1. Type de marché	6
3.2 Procédure de passation	6
3.3 Forme du marché	6
3.4. Montant maximum du marché	6
3.5 Classification CPV	6
3.6. Décomposition en lots	6
3.7. Décomposition en tranches	7
Sans objet	7
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	7
4.1. Période initiale et reconduction	7
4.2. Délai d'exécution des prestations	7
Article 5. Pièces contractuelles	7
IV. PRIX ET REGLEMENTS	7
Article 6. Forme des prix	8
Article 7. Contenu des prix	8
Article 8. Modalités de révision des prix	8
8.1 Modalités de calcul de la révision	8
8.2 Périodicité de la révision	8
8.3. Clause butoir	9
8.4. Clause de sauvegarde	9
Article 9. Commandes sur catalogue	9
Article 10. Avances	9
Article 11. Retenue de garantie	9
Article 12. Acompte, règlement définitif et solde	9
Article 13. Présentation des demandes de paiement	9
Article 14. Délai de paiement	10
Article 15. Titulaire étranger	11

Article 16. Nantissement et cession de créance	11
V. EXECUTION	11
Article 17. Évolution technique, technologique ou réglementaire	11
Article 18. Ruptures d'approvisionnement	12
Article 19. Modalités d'émission des bons de commandes	12
Article 20. Lieu et conditions de réalisation de la prestation	13
Article 21. Vérifications qualitatives	13
Article 22. Propriété intellectuelle	14
Article 23. Garantie	14
Article 24. Exécution complémentaire	14
Article 25. Sous-traitance	14
Article 26. Changements affectant le titulaire	14
Article 27. Assurance	14
Article 28. Discrétion et confidentialité	15
Article 29. Exclusivité	15
Article 30. Clause d'extension	15
Article 31. Clause environnementale	15
Article 32. Clause sociale	15
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	15
Article 33. Pénalités	15
Article 34. Résiliation du marché	16
34.1. Motifs de résiliation	16
34.2. Indemnité de résiliation	17
Article 35. Exécution aux frais et risques du titulaire	17
Article 36. Droit applicable et tribunal compétent	17
VII. DEROGATIONS AU CCAG	17

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisse.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement)

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 4/18
------	---------------------------	-----------

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Mme Anita BLANCHET
Adresse : **CH du Chinonais**
Service Achats
37502 CHINON CEDEX
Téléphone : 02 47 93 75 17
Télécopieur :
Courrier électronique : a.blanchet@ch-chinon.fr

Référent technique du dossier : Mr Franck PINEAU
Téléphone : 02 47 93 76 08
Courrier électronique : f.pineau@ch-chinon.fr

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Maintenances préventives et correctives des équipements de blanchisserie du CH du Chinonais.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service : 1 - Services d'entretien et de réparation	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 (procédure adaptée) du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

3.4. Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché est de 50 000 € HT. Ce montant est contractuel et détermine le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code 50530000-9 Services de réparation et d'entretien de machines.

3.6. Décomposition en lots

La présente consultation n'est pas allotie.

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 6/18
------	---------------------------	-----------

3.7. Décomposition en tranches

Sans objet

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution du marché est de 48 mois comme détaillé ci-dessous :

Le marché débute le 01/01/2025 (ou de la date de notification si postérieure).

La durée initiale du marché est de 12 mois.

Le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois soit jusqu'au 31/12/2028.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du marché une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.2. Délai d'exécution des prestations

Les délais de livraison sont fixés dans l'offre du titulaire.

Le délai d'exécution du bon de commande peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et son annexe financières,
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières et ses annexes
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- l'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 7/18
------	---------------------------	-----------

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaire selon la décomposition du prix global et forfaitaire pour la maintenance préventive et corrective.

Le marché est passé à prix unitaires pour les pièces détachées suite à la maintenance corrective conformément à l'article 2.2.1 du CCTP.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

8.1 Modalités de calcul de la révision

Les prix du forfait sont réputés établis aux conditions économiques du mois de novembre 2024. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application coefficient suivant :

$$C_n = 0,20 + 0,8 (I_n / I_o)$$

I_n : valeur du dernier index publié à la date de la révision

I_o : valeur du dernier index connue au mois M_o de remise des offres.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'indice ICHTrev-TS (coût horaire du travail révisé tous salariés)

8.2 Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 3 fois sur la durée du marché, selon le calendrier suivant :

- 1^{ère} révision : 01/01/2026
- 2^{ème} révision : 01/01/2027
- 3^{ème} révision : 01/01/2028

La demande de révision est adressée au Service Achats de la Direction des Travaux et des Ressources Techniques et Matérielles (DTRTM) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 1^{er} octobre à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DU CHINONNAIS
DTRTM - Service Achats
BP 248
37502 CHINON CEDEX

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 8/18
------	---------------------------	-----------

8.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 2 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 2 % le CH du Chinonais négociera le taux d'évolution du prix avec le titulaire.

8.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 5 %.

ARTICLE 9. COMMANDES SUR CATALOGUE

Sans objet

ARTICLE 10. AVANCES

Sans objet

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet

ARTICLE 12. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif

ARTICLE 13. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

La facturation est mensuelle à terme échu.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 9/18
------	---------------------------	-----------

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CH du Chinonais sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 703 910 001 78
- CODE SERVICE (obligatoire) : 03 – Direction des Services Techniques
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : numéro de commande

ARTICLE 14. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 10/18
------	---------------------------	------------

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 15. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 17. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 11/18
------	---------------------------	------------

avancée, le titulaire s'engage à fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) au prix convenu au présent marché.

Le CH de Chinon reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

Ruptures ponctuelles d'un produit

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation au CHRU de Tours au minimum deux jours après l'émission du bon de commande

Il le propose au CH de Chinon et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit. Le CH de Chinon donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord du CH de Chinon et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au CH de Chinon un produit de remplacement sans modification de prix unitaire au minimum deux jours après l'émission du bon de commande correspondant.

Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le CH de Chinon puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord du CH de Chinon, ce dernier rédigera un avenant.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 12/18
------	---------------------------	------------

Les bons de commande seront signés par un représentant du CH de Chinon ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours. Ils émanent du Service Achats de la DTRTM du CH du Chinonais.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer
- ✓ la date de livraison
- ✓ les lieux de livraison
- ✓ le montant du bon de commande
- ✓ la référence du marché
- ✓ le numéro de la commande
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation
- ✓ le prix net unitaire HT
- ✓ les informations concernant la facturation

ARTICLE 20. LIEU ET CONDITIONS DE REALISATION DE LA PRESTATION

Les maintenances préventives et correctives sont à réaliser à l'adresse suivante :

CH du Chinonais
Service Blanchisserie
Route de Tours
37500 CHINON

Et doivent être effectuées impérativement du lundi au vendredi de 8h00 à 16h

ARTICLE 21. VERIFICATIONS QUALITATIVES

Vérifications qualitatives

Le CH de Chinon dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réalisation de la prestation pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CH de Chinon dans le délai de 15 jours, la prestation est considérée comme admise.

Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de refaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 13/18
------	---------------------------	------------

ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 23. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 24. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Sans objet

ARTICLE 25. SOUS-TRAITANCE

Sans objet

ARTICLE 26. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CH de Chinon, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 27. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 14/18
------	---------------------------	------------

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 28. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 29. EXCLUSIVITE

Le titulaire a l'obligation de fournir un certificat d'exclusivité concernant le périmètre du marché à chaque date anniversaire du marché.

ARTICLE 30. CLAUSE D'EXTENSION

Sans objet

ARTICLE 31. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire est tenu de préciser dans son offre technique les moyens mis en place en termes de recyclage des pièces changées.

ARTICLE 32. CLAUSE SOCIALE

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation sociale en vigueur, notamment le code du travail et la réglementation relative au travail des enfants.

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 33. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels d'intervention des maintenances correctives proposés par le titulaire, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 15/18
------	---------------------------	------------

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CH de Chinon ou en cas de manquement du CH de Chinon à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Les pénalités sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Où :

- ✓ P désigne le montant des pénalités
- ✓ V désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés
- ✓ R le nombre d'heures de retard par rapport au délai contractuel

Si la date de prestation ne peut pas être respectée, le titulaire doit en informer la Direction ayant effectué la commande pour fixer une nouvelle date de livraison. Le CH de Chinon se réserve le droit de refuser cette nouvelle date de livraison.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 34. RESILIATION DU MARCHE

34.1. Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 16/18
------	---------------------------	------------

le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

34.2. Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 35. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

35.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

35.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 36. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

CCAP	Procédure n° 2024-CHC-215	Page 17/18
------	---------------------------	------------

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.1	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon de commande à la date d'envoi
Article 33	Article 14	Pénalités
Article 34.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 34.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 35	Article 45	Exécution aux frais et risques